

N° 11-621-M au catalogue  
ISSN 1707-0511  
ISBN 978-0-660-74654-8

## Analyse en bref

# L'état du financement et de la dette des entreprises au Canada, quatrième trimestre de 2024

par Stephanie Tam, Shivani Sood et Chris Johnston

Date de diffusion : le 19 décembre 2024



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

---

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca).

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

**Courriel** à [infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)

**Téléphone** entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- |   |                |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques                                    | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur   | 1-514-283-9350 |

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

## Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2024

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

*This publication is also available in English.*

---

## Table des matières

<b>Répercussions des taux d'intérêt sur les entreprises au Canada .....</b>	<b>4</b>
<b>Moins d'entreprises s'attendent à ce que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette représentent un obstacle par rapport aux trimestres précédents .....</b>	<b>5</b>
<b>La plupart des entreprises disposent des liquidités nécessaires pour poursuivre leurs activités.....</b>	<b>5</b>
<b>Projets de demande de financement par emprunt .....</b>	<b>6</b>
<b>Méthodologie .....</b>	<b>6</b>
<b>Références .....</b>	<b>6</b>

# L'état du financement et de la dette des entreprises au Canada, quatrième trimestre de 2024

par **Stephanie Tam, Shivani Sood et Chris Johnston**

Les entreprises peuvent décider de s'endetter pour plusieurs raisons. Pour les entreprises florissantes, la dette peut être un outil utile à des fins de croissance et d'investissement. Pour les entreprises en difficulté, elle peut être un moyen de pallier une conjoncture économique difficile.

Les récents changements dans la situation économique peuvent avoir eu une incidence sur les décisions commerciales relatives à la dette. Les autorités monétaires ont réagi en diminuant les taux d'intérêt, ce qui pourrait influencer sur les coûts du service de la dette. Après que le taux cible du financement à un jour au Canada soit resté à 5,0 % de juillet 2023 à juin 2024, ce qui représente le plus haut niveau depuis 2008, la Banque du Canada a réduit le taux du financement à un jour de 0,25 % en juin, en juillet et en septembre 2024, et de 0,5 % en octobre et décembre 2024, pour le porter à 3,25 %<sup>1</sup>. Dans ce contexte en évolution rapide, il est important de comprendre les niveaux d'endettement des entreprises, les défis associés aux dettes et les plans au chapitre des nouvelles dettes.

Du début d'octobre au début de novembre 2024, Statistique Canada a mené un autre cycle de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises afin de mieux comprendre l'environnement actuel dans lequel évoluent les entreprises au Canada et leurs attentes pour la suite des choses. Selon les résultats de l'enquête, la plupart des entreprises ont déclaré que les taux d'intérêt avaient eu au moins une certaine incidence sur l'entreprise au cours des 12 derniers mois. Parallèlement, la plupart des entreprises disposent de l'argent ou des liquidités pour mener leurs activités, et la plupart ne prévoient pas de demander un financement par emprunt. Le présent article donne un aperçu des taux d'intérêt, des liquidités et de la dette et de leurs répercussions sur les entreprises au Canada.

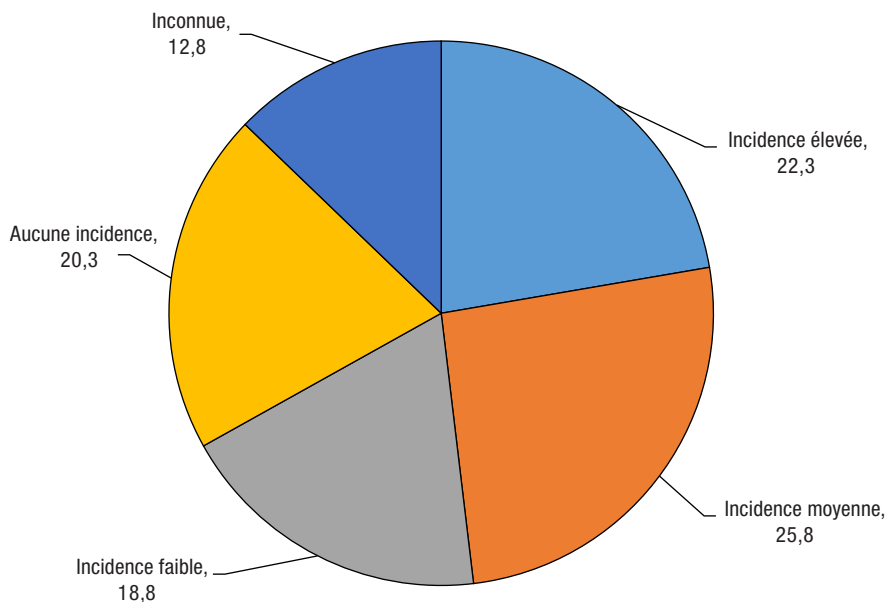
## Répercussions des taux d'intérêt sur les entreprises au Canada

Bien que le cinquième (20,3 %) des entreprises aient déclaré que les taux d'intérêt n'avaient eu aucune incidence sur l'entreprise au cours des 12 derniers mois, les deux tiers (66,9 %) d'entre elles ont indiqué que les taux d'intérêt avaient eu au moins une certaine incidence sur l'entreprise. Plus précisément, un quart (25,8 %) des entreprises ont indiqué que les taux d'intérêt avaient eu une incidence moyenne sur l'entreprise, tandis qu'environ un cinquième d'entre elles ont déclaré qu'ils avaient eu une incidence faible (18,8 %) ou élevée (22,3 %). De plus, 12,8 % des entreprises n'étaient pas certaines du niveau d'incidence des taux d'intérêt sur l'entreprise.

---

1. Banque du Canada. 2024. [Taux directeur](#).

**Graphique 1**  
**Niveau d'incidence des taux d'intérêt sur l'entreprise au cours des 12 derniers mois**



**Source :** Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2024 (tableau 33-10-0908-01).

Les secteurs dans lesquels les entreprises étaient les plus susceptibles de déclarer que les taux d'intérêt avaient des répercussions sur l'entreprise étaient la construction (76,0 %); les services immobiliers et les services de location et de location à bail (74,4 %); et l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (73,3 %).

Les entreprises de 100 employés ou plus étaient les moins susceptibles (55,2 %) parmi toutes les tailles d'entreprises de déclarer que les taux d'intérêt avaient des répercussions sur l'entreprise. En comparaison, environ les deux tiers des entreprises comptant de 1 à 4 employés (65,2 %), de 5 à 19 employés (68,7 %) et de 20 à 99 employés (71,9 %) ont déclaré que les taux d'intérêt avaient des répercussions sur l'entreprise.

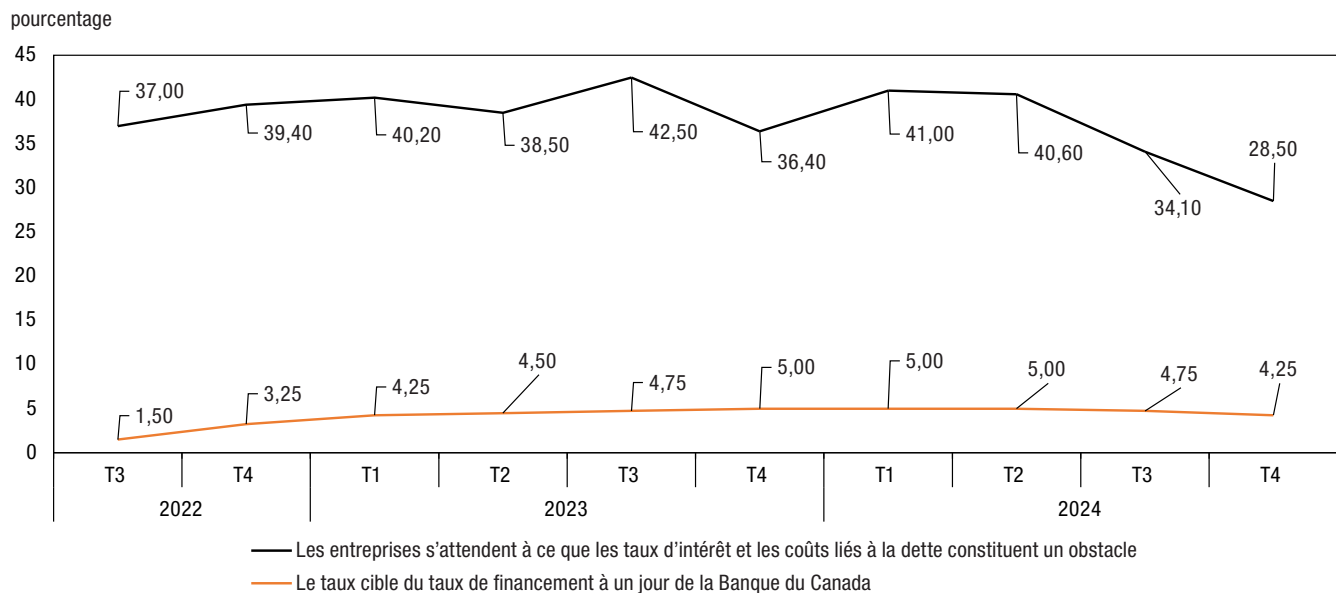
Parmi les entreprises touchées par les taux d'intérêt, un tiers (33,3 %) ont déclaré que le coût de la dette existante était le plus touché par les taux d'intérêt. Parallèlement, près d'un cinquième (18,0 %) d'entre elles ont déclaré que les ventes de produits et services offerts par l'entreprise étaient les plus touchées et 15,3 % ont déclaré que c'étaient les nouveaux coûts d'emprunt.

### **Moins d'entreprises s'attendent à ce que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette représentent un obstacle par rapport aux trimestres précédents**

Près de 3 entreprises sur 10 (28,5 %) s'attendent à ce que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette constituent un obstacle au cours des trois prochains mois. Cela représente une baisse par rapport au troisième trimestre de 2024, où plus du tiers (34,1 %) des entreprises avaient cette attente. En outre, la proportion d'entreprises s'attendant à ce que cela soit un obstacle a atteint son plus haut niveau au troisième trimestre de 2023, pour se chiffrer à 42,7 %, à peu près au même moment où le taux cible du financement à un jour de la Banque du Canada a atteint 5,0 %, ce qui représente son niveau le plus élevé depuis 2008.

**Graphique 2**

**Les entreprises s'attendent à ce que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette constituent un obstacle, de même que le taux cible du taux de financement à un jour de la Banque du Canada**



**Source :** Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre de 2022 au quatrième trimestre de 2024; et Banque du Canada, Taux directeur.

Les entreprises du secteur des transports et de l'entreposage (42,8 %) et du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (38,4 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à ce que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette constituent un obstacle.

Les petites entreprises étaient plus susceptibles de s'attendre à ce que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette représentent un obstacle. Près de 3 entreprises sur 10 comptant de 1 à 4 employés (28,7 %), de 5 à 19 employés (28,9 %) et de 20 à 99 employés (27,7 %) s'attendent à ce que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette constituent un obstacle au cours des trois prochains mois, par rapport à 18,3 % des entreprises comptant 100 employés ou plus.

## La plupart des entreprises disposent des liquidités nécessaires pour poursuivre leurs activités

Près des trois quarts (73,8 %) des entreprises ont déclaré avoir l'argent ou les liquidités nécessaires pour mener leurs activités au cours des trois prochains mois, tandis que 12,0 % ne les ont pas et 14,2 % étaient indécises. La proportion d'entreprises disposant de l'argent ou des liquidités nécessaires pour mener leurs activités était légèrement plus élevée ce trimestre que lors du troisième trimestre de 2024 (72,5 %). Au quatrième trimestre de 2024, parmi les entreprises ayant déclaré ne pas disposer de l'argent ou des liquidités nécessaires pour poursuivre leurs activités, 32,5 % d'entre elles ont déclaré qu'elles seraient en mesure d'acquiescer ces actifs si nécessaire.

Les liquidités parmi les entreprises varient selon le secteur. Les secteurs dans lesquels les entreprises étaient les plus susceptibles de déclarer avoir l'argent ou les liquidités nécessaires pour mener leurs activités au cours des trois prochains mois étaient l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (86,5 %); le commerce de gros (85,7 %); et l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (82,6 %). En revanche, les entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage (24,2 %), de la construction (17,9 %) et des services immobiliers et des services de location et de location à bail (17,9 %) étaient les plus susceptibles d'indiquer qu'elles ne disposent pas de l'argent ou des liquidités nécessaires pour mener leurs activités au cours des trois prochains mois.

Les entreprises comptant 100 employés ou plus (81,0 %) et de 20 à 99 employés (80,3 %) étaient les plus susceptibles d'avoir l'argent ou les liquidités nécessaires pour mener leurs activités. Pendant ce temps, près de trois quarts des entreprises de 5 à 19 employés (74,2 %) et de 1 à 4 employés (72,0 %) ont indiqué disposer d'argent ou de liquidités nécessaires pour mener leurs activités.

## Projets de demande de financement par emprunt

La majorité des entreprises ne prévoient pas déposer une demande de financement par emprunt<sup>2</sup> au cours des trois prochains mois. Plus précisément, près des trois quarts (72,7 %) des entreprises ont déclaré qu'elles n'ont pas l'intention de demander une nouvelle marge de crédit, un nouveau prêt à terme, un nouveau prêt hypothécaire non résidentiel ou le refinancement d'un prêt hypothécaire non résidentiel existant au cours des trois prochains mois, tandis que 8,6 % d'entre elles ont l'intention de présenter une demande et 18,7 % des entreprises sont indécises. Ce sont des proportions semblables à celles enregistrées au quatrième trimestre de 2023 (69,7 %, 12,2 % et 18,1 % respectivement). Les entreprises du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (17,0 %) et du secteur des services d'hébergement et de restauration (16,4 %) étaient les plus susceptibles d'avoir l'intention de déposer une demande de financement par emprunt.

Parmi les entreprises qui n'avaient pas l'intention de déposer de demande de financement par emprunt au cours des trois prochains mois, près d'un quart (23,4 %) d'entre elles ont déclaré qu'elles n'ont pas la capacité de s'endetter davantage. Les principales raisons pour lesquelles ces entreprises n'avaient pas la capacité de s'endetter davantage étaient le manque de confiance ou l'incertitude quant aux ventes futures (45,4 %), les taux d'intérêt défavorables (39,9 %) et les flux de trésorerie à venir (34,7 %).

Les entreprises des secteurs du transport et de l'entreposage (37,0 %), de la fabrication (33,0 %) et des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (27,5 %) étaient les plus susceptibles de déclarer qu'elles n'ont pas la capacité de s'endetter davantage. Parallèlement, les entreprises des secteurs des services financiers et des assurances (86,4 %), du commerce de gros (74,8 %) et de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (73,4 %) étaient les plus susceptibles d'affirmer qu'elles ont la capacité de contracter davantage de dettes.

Les petites entreprises étaient plus susceptibles que les grandes entreprises de ne pas avoir la capacité de s'endetter davantage. Environ 1 petite entreprise sur 5 comptant de 1 à 4 employés (28,8 %) ou de 5 à 19 employés (18,5 %) n'a pas la capacité de contracter davantage de dettes. En comparaison, les entreprises de taille plus grande étaient moins susceptibles de ne pas avoir la capacité de s'endetter davantage, comme l'ont déclaré 10,7 % des entreprises comptant de 20 à 99 employés et 6,5 % de celles comptant 100 employés ou plus.

Les petites entreprises étaient également plus susceptibles de déclarer des perspectives pessimistes, puisque 19,3 % des entreprises comptant de 1 à 4 employés et 14,4 % des entreprises comptant de 5 à 19 employés partageaient ce point de vue. En revanche, 10,2 % des entreprises comptant de 20 à 99 employés et 11,6 % des entreprises comptant 100 employés ou plus ont des perspectives pessimistes pour les 12 prochains mois.

## Méthodologie

Du 1<sup>er</sup> octobre au 4 novembre 2024, des représentants d'entreprises de partout au Canada ont été invités à répondre à un questionnaire en ligne portant sur la situation des entreprises et sur leurs attentes pour la suite des choses. L'Enquête canadienne sur la situation des entreprises repose sur un échantillon aléatoire stratifié d'établissements commerciaux ayant des salariés, classés selon la région géographique, le secteur d'industrie et la taille. L'estimation des proportions est effectuée à l'aide de poids d'enquête, ce qui garantit que les résultats de l'enquête sont représentatifs de l'ensemble des entreprises ayant des salariés au Canada. La taille totale de l'échantillon pour ce cycle de l'enquête était de 20 955. Les résultats sont fondés sur les réponses d'un total de 9 420 entreprises ou organisations.

2. Le financement par emprunt renvoie à l'obtention d'une nouvelle marge de crédit, d'un nouveau prêt à terme ou d'un nouveau prêt hypothécaire non résidentiel, ou au refinancement d'un prêt hypothécaire non résidentiel existant.

## Références

Statistique Canada. 2024. Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2024.